

Eau potable : Le gouvernement prend un engagement de plus de 600 milliards de FCFA

Dossier de la rédaction de H2o
July 2013

12

millions d'euros, soit plus de 600 milliards de francs CFA, c'est le montant de l'engagement que le gouvernement ivoirien a pris pour le financement de l'accès à l'eau potable en Côte d'Ivoire sur la période 2012-2015. L'information a été donnée le lundi 1er juillet, par le conseiller technique du ministre des Eaux et Forêts, Kadjo Adjumane. Il s'exprimait dans le cadre de l'atelier sous-régional sur le financement de l'eau et la protection de la ressource en Afrique de l'Ouest.

Selon l'adjoint du ministre Mathieu Babaud Darret, cet engagement du gouvernement ivoirien s'inscrit dans la vision du président de la République, qui souhaite voir la Côte d'Ivoire être "un acteur majeur de la reconstitution des fonds", a-t-il insisté. "Ce souhait s'est traduit par l'adoption, le 13 juin dernier, de deux décrets d'application du code de l'eau. Il s'agit du décret déterminant les modalités d'application du régime juridique des primaires de protection des ressources en eau, aménagements et ouvrages hydrauliques ainsi que le décret portant détermination des conditions et modalités de classement, de classement et d'octroi du régime d'utilité publique des ressources en eau, aménagements et ouvrages hydrauliques", a souligné Kadjo Adjumane. Pour lui, la Côte d'Ivoire a adopté une politique qui est la déclinaison de la vision nationale de l'eau à l'horizon 2040, insistant par ailleurs sur la disponibilité de l'information qu'il qualifie de "pierre angulaire". Pour l'expert, ces différentes mesures visent à protéger de façon optimale les ressources en eau, les aménagements et ouvrages hydrauliques afin d'éviter les pollutions de toute nature, la pollution, le gaspillage des ressources et la dégradation des sites et ouvrages hydrauliques mais surtout limiter les litiges intercommunautaires.

Pour le président du Partenariat national de l'eau de Côte d'Ivoire - PNECI, Ndri Koffi, le choix du thème de la rencontre est très opportun. "Il arrive à un moment où la plupart des pays de la sous-région sont engagés dans la GIRE avec leur plan d'actions national de gestion intégrée des ressources en eau (Plan GIRE) en cours de mise en œuvre ou d'élaboration", a-t-il indiqué. En Côte d'Ivoire, cet important document de planification a été validé et en cours d'adoption par le gouvernement. « On sait qu'en matière de financement du secteur, c'est moins la mobilisation des ressources financières que les capacités humaines, institutionnelles et organisationnelles pour la mise en œuvre qui posent problème », a-t-il rappelé. Le coordonnateur de l'Initiative pour la réduction de la pauvreté et la gestion de l'environnement de l'UICN, Maxime Somda, a, pour sa part, insisté sur la valeur économique de l'eau. Il estime qu'il est important de recourir à de nouvelles approches pour assurer une bonne protection de la ressource.

L'atelier sous-régional de renforcement des capacités des médias est organisé conjointement par l'Union internationale pour la conservation de la nature - UICN, et le Partenariat régional de l'eau pour l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO).

Théodore Kouadio, Fratmat Info (Abidjan) - AllAfrica 02-07-2013